

## L'Europe des empires multinationaux (du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle)

Jean-Paul BLED

### RÉSUMÉ

Si la constitution d'États-nation est l'une des lignes de force du XIX<sup>e</sup> siècle européen, plusieurs empires multinationaux se maintiennent jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale, en comptant parmi les grandes puissances du continent : l'empire russe, l'empire des Habsbourg, l'empire ottoman, et l'empire allemand. La gestion de ce pluralisme national ne s'y est pas posée partout de la même manière, en fonction de l'importance numérique, économique, culturelle des nationalités ; de même, la politique du pouvoir central à leur égard a aussi varié d'un État à l'autre ou d'un monarque à l'autre, entre libéralisme et répression accrue. Le siècle s'en trouve jalonné de révoltes armées de la part des groupes nationaux contre l'autorité des empires, qui, essentiellement dans l'empire ottoman, aboutissent à l'indépendance (Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie), tandis que les soulèvements des Polonais de Russie sont réprimés avec brutalité. Des quatre empires, seule l'Union soviétique, héritière de l'empire des tsars, demeurera après la Grande guerre un ensemble multinational.



Carte des minorités en Autriche-Hongrie à la veille de la Première Guerre mondiale, par Georges Brun. Source : « Les causes de la Première Guerre mondiale », dossier réalisé par Georges Brun, Canopé Académie de Strasbourg, 2015, en ligne : [crdp-strasbourg.fr](http://crdp-strasbourg.fr)



Composition ethnique de l'Autriche-Hongrie à la veille de la Première Guerre mondiale. Source : Wikimedia Commons



Groupes ethniques dans l'empire ottoman et la péninsule Balkanique en 1911, par William R. Shepherd, The Historical Atlas, New York, 1911. Source : Wikimedia Commons

La diffusion et les victoires de l'idée nationale sont l'une des lignes de force du XIX<sup>e</sup> siècle. Celles-ci ne doivent pas pour autant occulter un autre fait majeur : les États-nation sont loin de couvrir toute la carte de l'Europe. En effet, celle-ci montre l'existence de plusieurs empires multinationaux qui comptent parmi les grandes puissances du continent. Ces ensembles politiques réunissant plusieurs nationalités à l'intérieur de leurs frontières sont au nombre de quatre. Pour l'empire russe, l'empire des Habsbourg et l'empire ottoman, ce point ne fait pas débat. Mais l'empire allemand avec ses sujets polonais, danois, alsaciens-lorrains depuis 1871, peut aussi être rattaché à ce groupe.

## Des réalités diverses

Ces empires sont tous confrontés à une même question : celle de la gestion de ce pluralisme national mais aussi confessionnel. Les similitudes s'arrêtent là. Ils font face effectivement à des situations différentes. Dans l'empire allemand, les « minorités » ne représentent pas plus de 10 % de la population. Elles ne peuvent donc remettre en cause la dimension fondamentalement allemande de l'empire des Hohenzollern. Dans l'empire des Romanov, la part des Russes est moins écrasante et va en diminuant, mais ils comptent pour plus de 50 % des sujets des tsars. L'empire d'Autriche présente une configuration dissemblable. Les Allemands y constituent le groupe le plus nombreux. Pour autant leur poids atteint tout juste un cinquième de la population, même si leur influence politique, économique et culturelle est bien supérieure. Après la perte des possessions italiennes en 1859 et 1866, leur part passe à un quart. Additionnées, les nationalités slaves enregistrent un total plus élevé, une donnée qui sert d'argument aux partisans de l'unité allemande sous l'égide de la Prusse pour dénier à l'Autriche la qualité de puissance allemande. La donne change pour partie avec le partage de la monarchie entre l'Autriche et la Hongrie, consacré par le compromis de 1867 : dans la partie autrichienne, la part des Allemands passe à un gros tiers, mais

sans que la majorité slave soit remise en cause ; en Hongrie, les Magyars possèdent une majorité relative qu'ils ne cessent de consolider jusqu'en 1914. L'empire ottoman d'Europe présente un autre cas de figure. Il n'y existe que quelques poches de populations turques ou simplement musulmanes, comme en Bosnie-Herzégovine. Ce ne sont que quelques îlots perdus dans une mer chrétienne essentiellement orthodoxe.

## **Face à la question des nationalités, des politiques contrastées**

La politique du pouvoir central vis-à-vis de ses nationalités varie d'un État à l'autre. À l'intérieur d'un même État, elle peut aussi connaître des oscillations. Le cas des Polonais, partagés depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre trois souverainetés, peut servir d'exemple. À la fin de la période napoléonienne, Alexandre I<sup>er</sup> commence par introduire un régime libéral dans la Pologne russe, qui ne dure que quelques années. Dès 1820, il fait place à une répression de plus en plus sévère, encore accentuée après l'échec des insurrections de 1831 et de 1863. Pour finir, Saint-Pétersbourg entreprend une politique de russification qui achève de dresser la population polonaise contre la Russie. Dans la Pologne prussienne, les Polonais de Posnanie, de Silésie et de Prusse-Occidentale sont ciblés par le *Kulturkampf*, la lutte menée par le chancelier Bismarck dans les années 1870-1880 contre l'Église et le parti catholiques. Cette bataille y apparaît comme une facette de la politique anti-polonaise menée par Berlin au travers d'un programme de colonisation et de germanisation. La politique de Vienne vis-à-vis de la Galicie polonaise est différente. Si l'Autriche commence par avoir la fêrle lourde, comme les autres puissances copartageantes, elle change de cap dans les années 1860. Des mesures significatives sont prises à l'avantage des Polonais, le polonais devient la langue interne de l'administration en Galicie, les universités de Cracovie et de Lemberg sont polonisées. Conséquence de ces ouvertures, l'élite polonaise de Galicie devient un pilier du système gouvernemental et parlementaire autrichien jusqu'en 1914. De manière générale, Vienne pratique après 1867 à l'égard des nationalités une politique libérale. La constitution de 1867 fixe leurs droits. Ce libéralisme contraste avec la dureté du traitement appliqué par Budapest aux autres groupes nationaux du royaume, avec l'objectif de les magyariser ; une entreprise qui aboutit à une régulière diminution de leur poids.

Pour sa part, le pouvoir ottoman essaie de répondre à la pression des nationalités par un effort de conciliation. Lancé en 1839 par une charte établissant l'égalité de tous les sujets de l'empire, le mouvement des Tanzimats culmine en 1876 par la proclamation d'une constitution suivie de l'élection d'un parlement. Cette tentative de surmonter les divisions nationales et religieuses par la voie des réformes et de la modernisation inspirées par l'Occident se solde par un échec, si elle ne contribue pas aussi à l'affaiblissement de l'empire. Et Constantinople en revient, à l'égard des populations chrétiennes de ses possessions balkaniques, à une politique de répression qui n'avait jamais été vraiment abandonnée.

Produit de ces tensions, le siècle est jalonné de révoltes armées de nationalités contre l'autorité des empires, visant l'autonomie ou l'indépendance. L'empire ottoman fait face en Europe à une série d'insurrections. Les Serbes sont les premiers à se révolter en 1811 : ils sont suivis par les Grecs dans les années 1820, les Slaves de Bosnie-Herzégovine en 1875, puis les Bulgares en 1876. Ces mouvements connaissent tous le même dénouement : l'indépendance. Si les Grecs l'acquièrent en 1829, pour les autres, le processus, passant par plusieurs étapes, est plus long : la Serbie et la Roumanie l'obtiennent en 1878, la Bulgarie en 1908. Au total, les possessions ottomanes en Europe se réduisent comme une peau de chagrin. De son côté, la Russie doit affronter des soulèvements dans sa partie polonaise en 1831 et 1863, réprimés avec brutalité et donnant des arguments à Saint-Pétersbourg pour renforcer son emprise. Enfin, dans l'empire des Habsbourg, la Hongrie, dans le sillage de la révolution de 1848, livre à l'Autriche une guerre pour l'obtention de son indépendance. Vienne ne parvient à la remporter qu'avec le concours armé de la Russie. La répression est brutale, mais le compromis de 1867 ouvre une nouvelle ère dans les relations entre l'Autriche et la Hongrie, fondée sur une large autonomie de cette dernière au sein de la désormais double monarchie.

## **Nationalités, enjeux internationaux et crise des empires**

La question des nationalités s'imbrique à plusieurs reprises dans le jeu des relations internationales. Jamais les insurgés grecs n'auraient vaincu l'empire ottoman, même sur le déclin, s'ils n'avaient reçu le soutien militaire de plusieurs puissances européennes (l'Angleterre, la France et la Russie). Napoléon III cherche – certes en vain – à tirer parti de l'insurrection polonaise de 1863 pour avancer un vaste plan de recomposition territoriale de l'Europe. L'annexion de l'Alsace-Lorraine par le Reich allemand en 1871 est à l'origine du contentieux qui l'oppose à la

France jusqu'en 1914 - son retour devient même pour la France un but de guerre.

Enfin, directement ou en coulisses, les puissances s'immiscent dans les affaires balkaniques. Dans la crise qui s'ouvre en 1875 dans les provinces européennes de l'empire ottoman (Herzégovine, Bosnie, Monténégro), la Russie intervient militairement, puis impose en mars 1878 des conditions particulièrement sévères à la Sublime Porte au traité de San Stefano. L'opposition de Londres et de Vienne conduit à la tenue du congrès de Berlin (juin-juillet 1878), qui atténue ces clauses. En 1912, la Russie patronne la ligue balkanique (Bulgarie, Serbie, Grèce) qui déclare la guerre à la Turquie dans le but de la chasser d'Europe et de se partager la Macédoine.

L'Autriche-Hongrie ne participe pas aux guerres balkaniques, mais perçoit comme une menace les agrandissements de la Serbie ; d'où sa réaction à l'assassinat du prince-héritier François-Ferdinand à Sarajevo, qui est à l'origine de la Première Guerre mondiale. Elle vient de signer son arrêt de mort. L'empire ottoman ne survivra pas non plus à la guerre. Le Reich allemand perdra à Versailles la plupart de ses minorités nationales. L'Union soviétique, héritière de l'empire des tsars, demeurera en revanche un ensemble multinational, même diminué des populations baltes et des Polonais.

## **BIBLIOGRAPHIE**

BLED, Jean-Paul, *François-Joseph*, Paris, Fayard, 1987 (rééd., Perrin, 2016).

MANTRAN, Robert (dir.), *Histoire de l'empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

REY, Marie-Pierre, *De la Russie à l'Union soviétique : la construction de l'Empire (1462-1953)*, Paris, Hachette, 1994.

---

### **Source URL:**

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/l'europe-politique/construction-nationale-et-enjeux-europeens/l'europe-des-empires-multinationaux-du-xixe-siecle-au-debut-du-xxe-siecle>